

JEUNES EN ERRANCE

Bulletin de la Mission Nationale Jeunesse des CEMEA

N° 2 – 1998

SOMMAIRE

↳ Les news du réseau

↳ Documentation

↳ Usage de l'espace urbain : Y-a-t-il une culture de la zone ?
François CHOBEAUX

↳ Quel travail possible avec les jeunes en errance dans l'espace et
le temps des grands festivals ?
François CHOBEAUX

↳ Faut-il avoir peur de l'humanitaire ?
Jérôme VACHON

↳ Drogues : le marché noir des produits de substitution
POLITIQUE SANTE

↳ ECSTASY –
Plaquette MILD.T

JEUNES EN ERRANCE :
LES NEWS DU RESEAU
Bulletin n°2-98

LES FESTIVALS

Bourges

Un festival qui cette année ne commençait que le mercredi, donc seulement quatre nuits d'accueil. 16 intervenants du réseau, pas de structures locales participant à l'équipe, et un gymnase pas saturé : 180, 350, 420, 350. Environ 250 zonards, une bonne quarantaine de chiens, pas d'enfants. Et de la pluie, de la pluie, de la pluie... comme jamais vue.

Des conditions d'hygiène très satisfaisantes avec l'absence de moquette au sol, l'ouverture d'un second bloc sanitaire et un nettoyage professionnel du sol et des sanitaires effectué chaque après midi.

Des relations efficaces avec la police nationale, la police municipale, le SAMU et les services techniques municipaux. Une mise en place et un suivi technique qui devaient être pris directement en charge par le festival, mais que nous avons très vite repris en main avec les services techniques concernés devant l'absence de réalité de cette prise en compte.

Peu de toxicomanie par injection visible, ostensible, et cependant une forte utilisation des récupérateurs mis en place dans les toilettes. Et une arrivée en force du Subutex dans une utilisation bien éloignée de la substitution.

20 "lits intermédiaires" financés chaque nuit par la DDASS du Cher à 50% de leur coût dans un des lycées. Ils nous ont servi à héberger des petits jeunes imprévoyants et trop "fragiles" pour dormir au gymnase ou dehors.

Des relations complexes entre les structures d'aide aux toxicomanes et de réduction des risques sanitaires liés aux injections, avec quelques difficultés de calage entre AIDES, l'ANAT, la DDJS, les CEMEA, et le festival. Cf. le chapitre AIDES-CEMEA plus bas.

Des questions du type "que faisons-nous ici", "pourquoi faisons-nous cela" qui se développent peu à peu dans l'équipe. Le sentiment de gérer pour gérer, sans

invention et sans recherche. De l'ennui qui apparaît. Tout ceci repris en réunion de groupe de pilotage "errance" le 11 juin. Cf. plus bas.

Annonay

Une semaine avant le début... Une relation efficace avec les interlocuteurs et réseaux locaux : équipe de prévention spécialisée, MJC, élus.

Une préparation terriblement en retard, cette situation étant liée aux soubresauts de la vie politique régionale.

L'anticipation inquiète d'un très fort afflux de jeunes, avec une équipe pas gigantesque et un terrain pas extensible.

Une équipe locale et Sauvexgarde de l'Enfance de la Drôme, avec en plus une personne du réseau national.

Peut-être une visite de la Croix Rouge de Châlon sur Saône.

Belfort

Trois semaines avant l'ouverture... Un dispositif global d'accueil des campeurs qui intègre les zonards en prenant en compte leurs véhicules et leurs fonctionnements, en pariant et en s'attachant à ce que cette volonté réussisse à passer dans les actes. La certitude que ce choix fonctionnera est telle qu'aucune alternative ne semble avoir été envisagée malgré nos interventions inquiètes auprès de la préfecture et du Conseil Général.

Une équipe d'accueil à base CEMEA Franche Comté, renforcée par huit personnes du réseau national. Une inquiétude en groupe de pilotage errance : et si ça ne fonctionne pas, que font ces huit personnes ?

La Rochelle

Un mois avant l'ouverture... Tout devrait être impeccablement mis en place au plan technique, aménagements, lumières... Engagements de la mairie, et dossier suivi de près par les locaux. De gros soucis qui subsistent cependant sur le réel soutien nécessaire par la police municipale et par la police nationale, sur la réelle coordination assurée durant le festival par la mairie, avec la décision prise en groupe de pilotage de se donner le droit de fermer et de partir si ces conditions de soutien et de sécurité ne sont pas réunies et que la situation est aussi lourde qu'en 1997.

Châlon sur Saône

Un accueil mis en place par le comité départemental de la Croix Rouge, prêt à intégrer quelques personnes du réseau national. Deux intéressées.

Aurillac

L'énorme machine est en marche avec son énorme organisation inter services. A ce jour sept intervenants du réseau national... Il y a de la place pour d'autres ! Contact pour dire l'envie d'y aller : François Chobeaux au siège national des CEMEA. Prévoir d'être à Aurillac pour la préparation sur place à partir du dimanche 16 août.

Le débat reste ouvert sur l'organisation des départs avec la SNCF et la vente de billets très peu chers. Nous sommes tous d'accord sur le principe de la proposition, de l'offre, mais absolument pas sur la pratique qui fait de nous les "gentils" accompagnant le nettoyage de la ville par la police. Même si cela ennuie beaucoup la mairie, les zonards ont le droit de rester à Aurillac. Décision donc est déjà prise par l'équipe de prévention d'Aurillac de ne pas participer au dispositif de la place de la gare le dernier dimanche, et décision est prise en ce qui concerne les intervenants du réseau CEMEA de se retirer de ce dispositif si un nettoyage policier est mis en oeuvre.

L'ANAT

L'association Nationale d'Aide aux Toxicomanes gère le Centre Spécialisé de Soins aux Toxicomanes de Clermont Ferrand. Les festivaliers d'Aurillac 97 se souviennent de son bus blanc et vert garé sur la "place du village" de Tronquières pour y travailler avec les toxicomanes, en relation étroite avec les équipes du terrain.

En 1998 l'ANAT a mission (et financement) par le ministère Jeunesse et Sports et la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie pour conduire une expérimentation dans les grands festivals en matière de mise en oeuvre de démarches d'aide et d'accompagnement des toxicomanes. Cette action doit également associer et dynamiser des actions et structures locales.

Les clermontois et leur bus étaient donc à Bourges, seront à Belfort sans le bus pour y rencontrer les équipes locales au

travail, et seront à La Rochelle et à Aurillac avec leur même inusable bus. (Clermont-La Rochelle à 70 km/h...) La complémentarité entre cette équipe et les équipes des accueils zonards est claire et efficace. La convivialité également...

AIDES ET LES CEMEA

Une réunion au niveau national entre nos deux associations a permis d'échanger sur nos approches, d'évoquer nos désaccords et d'envisager l'année à venir en matière de travail avec les toxicomanes dans les festivals.

Il a été dit par les CEMEA que plusieurs partenariats locaux entre des associations CEMEA et AIDES fonctionnent très bien et amènent à des actions communes très satisfaisantes : formation de militants des CEMEA, travail sur l'accueil de mineurs séropositifs dans les loisirs collectifs...

Il a été dit par AIDES l'importance que cette association attache à la réduction des risques de transmission des virus liés au partage de seringues, et aux risques d'abcès et d'infection liés aux conditions d'hygiène des injections. AIDES a tenu à ajouter que son action ne se limite pas au seul aspect sanitaire et que bien entendu les personnes sont également l'objet de ses attentions mais que dans bien des cas l'entrée en contact et l'urgence passent par des questions et des solutions techniques.

Il a été dit par les CEMEA l'accord sur tout ceci mais les très vives réticences à voir se développer des actions de distribution ambulatoire de seringues dans les accueils de festivals d'autant plus quand ces actions ne consacrent pas de temps à la parole en accompagnement.

Il semble en conclusion que AIDES, au moins au niveau de sa mission nationale réduction des risques, sera plus vigilant sur la qualité et la forme des actions mises en oeuvre.

Depuis cette rencontre un bilan des actions ANAT-AIDES conduites durant le festival de Bourges a eu lieu, et une amorce de projet commun se fait jour pour 1999. Est-ce un effet de cette réunion ? Tout n'est pas gagné cependant, à la lecture du projet d'intervention de AIDES Auvergne à Aurillac qui vient d'être présenté à la DDASS du Cantal et à la mairie. Arbitrage à Aurillac le 18-6... A suivre.

RECHERCHES EN COURS

La Direction de l'Action Sociale du ministère de l'emploi et de la solidarité souhaite avancer vite et bien sur les questions liées à l'errance. des travaux internes y sont engagés depuis fin 1996, la fin de l'année 1997 ayant permis de repérer les manques en matière de connaissance des pratiques et des réponses. Plusieurs recherches sont en cours ou en fin : - la sélection par le D.A.S. de trois cabinets spécialisés dans les pratiques sociales pour les mettre à la disposition des DDASS et DRASS intéressées par la mise en oeuvre de démarches de "diagnostic partagé". Il s'agit d'aider les DDASS et DRASS à faire des états des lieux avec les institutions de terrain. 12 DDASS et une DRASS se sont engagées dans ces actions, dont les acquis vont être présentés fin juin 98,

- la commande à un cabinet spécialisé d'un repérage des réponses institutionnelles apportées par les collectivités locales. Remise fin 98,

- la commande aux CEMEA d'une étude sur les réponses professionnelles mises en oeuvre dans les centres villes. Remise fin 98.

S'ajoutent à ces travaux une recherche qui vient d'être remise portant sur l'actualité des pratiques des équipes de prévention spécialisée, et le lancement d'un groupe d'échange interne au Comité National de Liaison des Associations de Prévention Spécialisée sur le thème de l'errance.

Tous ces travaux vont être exploités fin 98 pour aboutir à un document d'aide à la décision destiné aux acteurs locaux, politiques et éducatifs. Les CEMEA devraient être chargés du copilotage de la réalisation et de la rédaction de ce document.

REFLEXIONS ET DECISIONS POUR LE TRAVAIL DANS LES FESTIVALS (Groupe de pilotage du 11-6-98)

Le droit d'entrée à Bourges

La fameuse pièce de dix francs... Le groupe de pilotage a échangé, débattu, pesé le pour et le contre, et décidé : en 1999 nous ne ferons pas payer de droit d'entrée. Parce que ceci est de plus en plus conflictuel, parce que chacun sait que de toute façon il rentrera, parce qu'il

y a bien d'autres moyens de montrer que le gymnase est "chez nous", parce que le rapport financier est si loin du réel coût de fonctionnement que l'argument de la "participation" ne tient pas...

Mais en 1999 comme avant nous serons à l'entrée pour dire et faire dire bonjour, pour montrer et rappeler que le lieu est géré, pour rappeler des règles de vie minimum.

Poursuivre, voire réactiver, la recherche

Il nous reste encore et toujours des choses à savoir pour mieux comprendre les vies de ces jeunes et pour mieux conseiller les décideurs. Des questions à mettre au travail durant l'été 1998 : comment font-ils avec leurs enfants (relations avec les services sociaux, conditions de vie...), quels avenir se souhaitent-ils et comment y travaillent-ils, quelles sont leurs relations avec les professionnels de l'éducatif et du social qu'ils rencontrent. Tout ceci tournant autour de l'évidence que l'errance n'est pas prête de s'arrêter, la leur en particulier, et qu'il faut alors travailler avec eux pour les accompagner dans la stabilisation de la vie qu'ils souhaitent et comme ils la souhaitent. Questions, écoute, mise en commun, relances, remises en commun : nous connaissons. Au travail !

Travailler tous ensemble

Nous avons besoin de nous retrouver en dehors des festivals pour échanger ensemble, prendre du recul, analyser, décider... La création depuis l'automne 1997 du "groupe de pilotage" est bien appréciée de tous ceux qui y viennent. (au fait, sa constitution : les "vieux de la vieille" du réseau intéressés, et les responsables d'équipes de festivals). Nous continuerons en 1998-1999.

Deuxième idée : bloquer deux jour de travail ouverts à tous les habitués du réseau et à quelques professionnels qui nous sont proches pour avoir plus de temps pour réfléchir ensemble non seulement sur le travail dans les festivals, mais plus largement sur l'errance à la fois du point de vue des personnes et du point de vue des institutions. La date est fixée : **jeudi 3 et vendredi 4 décembre 1998** à Paris.

Troisième idée : conserver notre jeune habitude d'un week end de fin d'année ouvert à tous les intervenants des équipes de festivals pour échanger ensemble sur les difficultés rencontrées, pour mettre en commun les plaisirs et les acquis, pour préparer l'année à venir. Ce week end sera organisé "dans la foulée des deux jours "professionnels", les **samedi 5 et dimanche 6 décembre 1998**. Egalement à Paris.

Bourges 1999, l'inquiétude

En 1997 quelques professionnels de quelques structures locales ont participé ponctuellement à l'aventure gymnique. Cette même année, quelques membres des CEMEA de la région Centre faisaient partie de l'équipe.

En 1998 aucun investissement de professionnel local n'a existé, probablement par absence de relais local mal assuré par la DDJS sur laquelle nous nous reposons. Cette même année, une seule personne des CEMEA Centre, il est vrai présente tout le temps.

Comment réussir à inverser cette tendance pour 1999 ? En rencontrant le maire (également vice président du Conseil Général) pour lui demander son aide dans la mobilisation des professionnels locaux. En rencontrant le DDASS pour lui demander la même aide avec les professionnels des structures qui sont sous sa tutelle. En contactant directement les structures locales que nous connaissons. Dans toutes ces rencontres, nous mettrons l'accent à la fois sur l'évolution souhaitée d'aller vers plus de mobilisation des structures locales et sur l'évidence que la maîtrise totale du dispositif d'accueil par le niveau national des CEMEA ne peut aller qu'en s'effritant si le "local" ne suit pas.

A propos du testing

"faire du Testing" : proposer durant des concerts de tester l'ecstasy achetée et/ou vendue. Actuellement cette démarche n'est pas autorisée en France, même si elle est mise en oeuvre par quelques associations militantes : Médecins du Monde, Techno plus, Keep smiling, Tipi.

A partir de là deux grandes attitudes si le produit est propre : soit dire à la personne "vas-y tu ne risques rien et bonne fête, mais n'oublie cependant pas

de boire de l'eau", ceci au nom du libre arbitre et de la responsabilité de chacun. C'est la position des associations liées à la culture techno. Soit informer sur la qualité du produit, alerter sur les risques de déshydratation, et surtout en profiter interpellé sur l'intérêt qu'il y a à prendre un produit magique pour "mieux" faire la fête. C'est la position Médecins du Monde, au moins pour certains des intervenants de cette association.

Sans être au fond "notre problème" du point de vue des hébergements festivaliers, cette discussion autour du testing nous concerne au moins pour partie en ce qu'elle rejoint les débats animés que nous avons avec la mission nationale Réduction des risques de AIDES. Décision est donc prise de contacter les associations testeuses pour échanger ensemble sur nos actions festivalières, leurs complémentarités (pourquoi pas du testing dans un accueil ?) et leurs différences.

Pour finir, et écrit en gros :

<p>Rendez-vous à Paris les 3 et 4 décembre pour deux journées "professionnelles" Rendez-vous à Paris les 5 et 6 décembre pour tous les intervenants des accueils de festivals</p>
